

LETTRE OUVERTE DE MASSE AUX ETATS-MAJORS SYNDICAUX

Face à la casse généralisée des acquis populaires, seule la construction d'une action déterminée « tous ensemble et en même temps » permettra de stopper la rupture sarkozyste et de remettre la France sur la voie des libertés démocratiques et du progrès social !

Blocage de fait des salaires et pensions, démantèlement de la Fonction publique, de l'Education nationale, et des autres services publics (hôpital, SNCF, EDF-GDF, poste, F.T., impôts...), casse et délocalisation de l'emploi industriel, démolition des conventions collectives, du droit du travail, des statuts publics, étranglement des retraites à répartition et de la Sécu, traque des chômeurs, harcèlement contre les ouvriers sans papiers tout juste bons à payer des impôts, destruction du CNRS, privatisation rampante de l'Université... la « rupture » sarkozyste s'attaque avec brutalité à l'ensemble des acquis sociaux, républicains, laïques et démocratiques du peuple français sous l'impulsion du MEDEF et de l'Union européenne, qui ne cesse de sommer la France de réduire dépenses publiques et sociales. En ce début d'été 2008, la France subit une contre-révolution euro-libérale de grande ampleur et une régression sociale sans précédent depuis 70 ans.

Face à cette offensive mortelle, les Français rejettent massivement la politique socio-économique du gouvernement. Une large majorité de salariés se dit prête à participer à un mouvement d'ensemble pour arrêter le rouleau compresseur de l'UMP et du MEDEF. Des luttes nombreuses et résolues ont lieu (salariés du public et du privé, chômeurs, lycéens, retraités et assurés sociaux, mais aussi travailleurs indépendants écrasés par une politique entièrement au service des grands actionnaires). Notre peuple, sa jeunesse et ses travailleurs, ne se résigne à devenir un peuple d'esclaves !

Pourtant la plupart des états-majors syndicaux continuent d'accompagner la « rupture ». Au lieu de dénoncer l'ensemble de la politique antipopulaire d'un gouvernement qui s'attaque au droit de grève et refuse tout compromis, ils entretiennent la fiction de « négociations » sujet par sujet et signent des accords régressifs, sous prétexte d'obtenir un « moindre mal »... qui débouche toujours sur le pire. Car signer avec Sarkozy, c'est lui donner de l'oxygène pour continuer à casser ensuite (le dernier épisode en date étant la signature du désastreux accord sur la « représentativité syndicale » par les directions CGT et CFDT, sur laquelle le gouvernement s'est immédiatement appuyé pour annoncer que le temps de travail serait désormais « discuté » par entreprise).

Parallèlement, les directions confédérales, pourtant censées coordonner les luttes et les revendications à l'échelle inter-pro, s'appliquent à multiplier les ripostes dispersées, chaque secteur étant appelé à son tour à de grandes journées d'actions isolées et sans perspective. S'agirait-il alors d'organiser des barouds d'honneur à la seule fin de donner des gages à une base combative ? En tout cas, le chef de la CFDT vendait récemment la mèche, en s'inquiétant dans *le Monde* de ce que le gouvernement « nous entraîne dans une mobilisation globalisante, ce contre quoi j'ai toujours résisté, y compris dans la CFDT » ...

Dans ces conditions, le choix est aujourd'hui plus que jamais pour chaque profession de perdre séparément en plongeant pour longtemps dans l'enfer de l'exploitation sans limite, ou de construire démocratiquement et d'urgence une action « tous ensemble et en même temps » pour gagner et ré-ouvrir enfin des perspectives progressistes.

Les signataires de cette lettre s'engagent à tout faire pour faire monter cette exigence dans leur entreprise, leur quartier, leur syndicat. La balle est dans le camp des directions syndicales nationales qui doivent cesser « d'accompagner » la rupture afin de reprendre le seul chemin gagnant : faire le lien entre toutes les contre-réformes, travailler concrètement à préparer avec les salariés les conditions de l'affrontement de classe victorieux avec ce pouvoir destructeur, construire l'unité dans l'action des travailleurs et de la jeunesse.

